Development Cooperation Network
ITUC CSI IGB

FOCUS SYNDICAL sur le DÉVELOPPEMENT

NUMÉRO 3 MAI 2009

DANS CE NUMÉRO:

Actualités du Réseua
Politiques de coopération au développement 4-6
Divers du Réseau 6
Appels à propositions 7
Agenda 2009 8

Avec la contribution du programme des Acteurs Non Etatiques de l'Uion

1. Actualités du Réseau

Lors de la deuxième réunion du Réseau Syndical de Coopération au Développement (RSCD-CSI) la semaine dernière à Bruxelles, les participant-es aux Axes de travail *Efficacité de la coopération syndicale au développement*, *Syndicats en tant qu'acteurs du développement* et *Politiques de développement internationales et architecture de l'aide* se sont rencontrées pour organiser leur travail au sein du Réseau.

SE, FR, IT, BE, IE, UK, SP, FI, DK, DE, RO étaient représentés ainsi que la CSI Afrique, la CSI Amériques, le Conseil régional paneuropéen (CRPE), le JILAF du Japon, l'Internationale des travailleurs du bâtiment (IBB) et des experts du TUAC (OCDE-Paris) et du bureau de NY de la CSI étaient présents. De nombreux autres se sont excusés et travailleront en ligne sur les différents thèmes des axes de travail.

Lors de la séance plénière introductive, Jan Dereymaeker, a souligné au nom de l'équipe du réseau, le dynamisme actuel de la Coopération au développement. Diverses institutions internationales mènent les discussions, actuellement dominées par les crises, depuis que les Objectifs du Millénaire pour le développement ont concentré les débats sur la réduction de la pauvreté et que les conférences internationales successives sur l'aide et le développement durable (Monterrey, Johannesburg, Paris, Accra, Doha, …) ont marqué le revirement stratégique en ce qui concerne la coopération au développement d'une discussion purement axée sur « l'aide » (volumes d'APD) vers un débat plus qualitatif sur la gouvernance de l'aide (Déclaration de Paris sur l'Ecacité de l'aide) et une approche plus globale et inclusive de l'efficacité de la coopération au développement. Toutefois, la Conférence sur le financement du développement à Doha, et plus particulièrement les développements actuels concernant l'impact des nombreuses crises sur le développement, notamment les difficultés rencontrées dans la préparation de la conférence de l'ONU sur ce sujet, prouve que le consensus mondial qui avait été obtenu précédemment sur les objectifs et leur mise en œuvre est désormais sous pression. D'une part, les politiques plus globales et d'autre part, le nouveau concept

"faire du plein emploi et de la possibilité pour chacun, de trouver un travail décent et productif, les objectifs fondamentaux de nos politiques nationales et internationales de développement"

Document final du Sommet mondial de 2005 §47

d'élargissement de l'efficacité de la coopération au développement ont également ouvert la voie aux syndicats et autres mouvements sociaux pour qu'ils s'engagent aussi dans les débats sur le développement, prouvant ainsi la contribution des syndicats en leur qualité d'organisation de la société civile, mais également leur position fondamentale et exceptionnelle en qualité de partenaire social.

Les discussions ont porté sur les récents développements au sein du Réseau (tels que le lancement du Bulletin et de la page web sur la Coopération au développement, les préparations de la Conférence de Stockholm et le démarrage en ligne des axes de travail…).

LO et TCO ont présenté le Programme PanAf en vue de le rendre accessible à un plus grand nombre d'organisations coopératrices.

RÉUNION DES AXES DE TRAVAIL

L'axe de travail 1 sur l'Efficacité de la coopération syndicale au développement a discuté du vaste agenda de l'Efficacité de l'aide et souligné l'approche spécifique des Syndicats dans l'évaluation de leur coopération et des instruments permettant de surveiller et évaluer leur efficacité. La diversité des approches, à la fois au Nord et au Sud, en ce qui concerne les instruments de mesure et les indicateurs, a été présentée et une première approche sur cette question sera désormais élaborée pour des discussions ultérieures entre les participants à l'axe de travail. (info/contact paola.simonetti@ituc-csi.org)

L'axe de travail 2 sur les Syndicats en tant qu'acteurs du développement a discuté de la valeur ajoutée des syndicats dans la coopération au développement. La solidarité syndicale internationale a, pendant plusieurs années, contribué de manière importante à l'instauration de la démocratie, au respect des droits humains et à l'émancipation des peuples sur tous les continents. L'axe de travail examinera les différentes manières dont les syndicats participent aux débats sur le développement aux niveaux national, régional et international ainsi que le soutien apporté aux services communautaires et les différents partenariats que les syndicats ont créés sur la coopération au développement avec d'autres partenaires (gouvernements, ONG, institutions internationales, en particulier l'OIT et l'UE). D'autres discussions seront organisées en ligne. Un premier rapport devrait être publié d'ici la fin juillet. (info/contact: mamadou.diallo@ituc-csi.org)

L'axe de travail 3 sur les Politiques de développement internationales et l'architecture de l'aide a discuté des points suivants inscrits à son ordre du jour :

1/ L'Agenda de l'Efficacité de l'aide et le démarrage du Groupe de travail OCDE/CAD sur l'efficacité de l'aide. Le Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide est l'instrument de suivi du Forum de haut niveau d'Accra et contrôlera la mise en œuvre à la fois de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'aide et des engagements pris par les gouvernements dans le cadre du Programme d'action d'Accra.
La définition des différents groupes a été discutée et des engagements ont été pris pour garantir au mouvement syndical le suivi des questions de sa compétence (appropriation démocratique, zone de développement non gouvernemental multilatéral, systèmes nationaux, harmonisation et passation de marchés, anti-corruption et transparence, conditionnalités et surveillance des résultats du développement).
2/ Sur les politiques de l'UE. La réunion a pris note des différents rapports de la Commission européenne publiés récemment sur le Travail décent. Elle a également rapidement discuté des communications de l'UE concernant la crise et le développement.
3/ La question des politiques de développement de l'ONU (voir ci-dessous).
4/ L'examen à mi-parcours des instruments de DCI et EDF a également été discuté en session plénière et le récent rapport de la Cour des comptes a été distribué pour information et sera abordé de manière plus approfondie dans les discussions en ligne.
5/ Enfin, le groupe a également discuté brièvement des étapes possibles pour la **résolution du congrès de la CSI** « Vers une plateforme pour la coopération au

développement du XXIème siècle » qui doit être approuvée lors du 2ème Congrès de la CSI en 2010. (info/contact: jan.dereymaeker@ituc-csi.org)

Au cours d'une session conjointe des trois axes de travail, la représentante de la CSI à NY, Gemma Abada, a présenté les défis et les discussions en cours lors de la Conférence des NU de juin sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement et du Forum sur la coopération au développement. (pour la présentation, voir la page DevCoop sur le site web de la CSI). (info/contact: gemma.abada@ituc-csi.org)

La session plénière finale a pris note du feedback de plusieurs réunions et évalué les méthodes de travail, préconisant un cadre plus adapté à la participation des organisations intéressées dans différents axes de travail.

Le directeur du Département des droits humains et syndicaux a informé le Réseau des progrès réalisés dans la programmation et attiré l'attention sur la situation spécifique de l'organisation syndicale birmane. Le chef du Département campagne et communication a informé le Réseau des programmes pour la future Journée mondiale pour le Travail décent (07/10/2009.

2. Politiques en matière de coopération au développement

OBSERVATOIRE SYNDICAL DE LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE

Cette page Web créé par la CSI en collaboration avec la CSC-OCDE recueille des articles, des rapports, des communiqués de presse et des avis des syndicats et des syndicalistes sur la crise financière, ses causes, son impact sur la société, sur l'économie et sur les groupes spécifiques, les réponses et les efforts des États et des organisations internationales, de même que les solutions, y compris des propositions en vue de solutions à portée mondiale, dont la mise en oeuvre de l'Agenda du travail décent et la promotion d'emplois respectueux de l'environnement.
La crise financière globale menace sérieusement la croissance et le développement internationaux, en particulier dans le monde du travail. Certains gouvernements ont introduit des mesures comme des plans nationaux de relance et des stratégies de stabilisation à long terme pour combattre la récession économique. L'impact de la crise devient d'ores et déjà apparent avec des millions de nouveaux chômeurs, cependant que certaines catégories spécifiques comme les femmes et les jeunes sont particulièrement affectés.
Aller au siteweb

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'IMPACTE DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (SLNG) a lancé la publication hebdomadaire d'un bulletin d'information sur les développements par rapport à la Conférence de Haut Niveau (Juin 2009) sur l'impacte de la crise financière et économique sur le développement. Voir ici.

ÉVALUATION DU RAPPORT FINAL DE LA COMMISSION D'EXPERTS SUR LES RÉFORMES DU SYSTÈME MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

La Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international a été établie au début de l'année par le président de l'Assemblée générale des Nations unies pour « *définir les grands principes qui devront guider les réformes institutionnelles nécessaires pour promouvoir de façon durable le progrès économique et la stabilité à l'échelle mondiale*. »
La Commission est composée de gouverneurs de banques centrales, d'anciens ministres,

de hauts responsables de la fonction publique nationale et internationale et d'académiciens en provenance du Japon, d'Europe de l'Ouest, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est. Elle est présidée par J. Stiglitz, lauréat du Prix Nobel.
Un rapport provisoire paru le 19 mars contenait un ensemble de recommandations préliminaires qui ont été débattues dans le contexte du dialogue thématique interactif de l'ONU sur la crise (25-27 mars). Le rapport final a été publié le 29 avril et sera débattu durant la Conférence de l'ONU sur « La crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement », du 1 au 3 juin, à New York.
Lire ici l'analyse de la CSI du rapport Siglitz

DÉFIS POUR LE DÉVELOPPEMENT MONDIAL EN TEMPS DE CRISE – NOTE THÉMATIQUE

Les promesses récentes de l'OCDE dans le domaine du financement des échanges commerciaux, de l'investissement et de l'aide au développement soulignent à quel point il est important de rejeter le protectionnisme et de mettre en œuvre des mesures contre-cycliques.
Les initiatives multilatérales en réponse à la crise se concentrent sur les finances commerciales, l'emploi, la protection sociale et le soutien à l'infrastructure critique, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces problématiques figurent toutes au sommet de l'ordre du jour international. Partant, il semble essentiel que les dispositifs pertinents destinés à reproduire des solutions sectorielles spécifiques rapidement à travers les pays consolident les priorités intersectorielles nationales et respectent les systèmes nationaux de reddition des comptes.
Les ressources concessionnelles additionnelles octroyées jusqu'à présent aux pays à faible revenu ont été relativement limitées et sujettes à des termes et des calendriers encore peu certains. En l'absence de nouvelles enveloppes de ressources prévisibles, les principales initiatives multilatérales ont décidé, avec raison, de redéployer d'urgence leurs programmes existants vers des besoins dérivés de la crise.
Depuis la perspective des pays partenaires, toutefois, un tel redéploiement comporte le risque d'épuiser plus rapidement les allocations de pays connus.
La réponse à la crise passe par le recours à tous les instruments disponibles, pas seulement l'AOD. En effet, un large éventail d'instruments, de filières et de sources qui, actuellement, ne sont pas pris en compte à titre d'AOD produisent néanmoins des résultats importants au plan du développement.
Ils incluent les flux officiels alternatifs, y compris une grosse partie de l'aide non-DCD, outre divers programmes de « financements novateurs », de partenariats publics-privés et de contributions philanthropiques et volontaires, entre autres. Il est essentiel d'établir le plus grand nombre possible de synergies entre ces sources et acteurs, l'AOD et la DCD.

Les réponses légitimes à la crise reposant, notamment, sur la protection de l'emploi, la protection sociale, l'investissement dans l'infrastructure et le maintien de celle-ci devront, à terme, se concentrer encore davantage sur la croissance à long terme et les OMD. L'aide au développement procure aux pays les moyens d'accomplir cette transition.

Read more (anglais seulement)

se2009.eu

STOCKHOLM
13-14 Octobre 2009

Le Développement = Justice Sociale
Les syndicats pour le Travail Décent

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE 2009 DE LA DCD SUR LES PLANS DE FINANCEMENT FUTURS DES DONATEURS

Il reste à peine plus d'un an et demi aux donateurs pour accomplir leurs promesses pour 2010. Les résultats de l'aide officielle au développement (AOD) sont encourageants: L'AOD nette en 2008 a atteint son niveau annuel en dollars le plus élevé jamais enregistré; cependant, la croissance nette pour l'Afrique a accusé un ralentissement. Pour tenir leurs engagements aux termes actuels, les donateurs devront augmenter leurs niveaux d'aide pour 2008 de 23 milliards de dollars US.
Le Rapport 2009 de la DCD sur les plans de financement futurs, qui vise à réduire les incertitudes concernant les niveaux d'aide futurs, fait état d'une progression réelle de l'aide programmable par pays (APP) de 11% entre 2008 et 2010; l'estimation pour l'Afrique est de 9%.

Bien qu'elles ne représentent qu'un quart de l'APP, les agences multilatérales sont à l'origine de la moitié de l'augmentation de l'aide programmée. Les agences multilatérales représentent près de trois quarts de l'augmentation programmée allouée aux PMI et aux États fragiles, cependant que la majeure partie des augmentations programmées provenant des donateurs bilatéraux n'a toujours pas été allouée.

La plupart des donateurs affichent une progression constante vers leurs volumes d'aide projetés à l'échelle mondiale, à quelques rares exceptions près. Parmi celles-ci, l'objectif de Gleneagles concernant l'aide aux pays africains, où les donateurs accusent du retard au regard des volumes projetés. Aux termes actuels, 14 milliards de dollars US seraient requis pour combler cet écart à l'échelle mondiale contre 20 milliards de dollars pour l'Afrique. Des mesures exceptionnelles sont requises dés à présent pour rattraper ce retard. Atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé à Gleneagles pour l'Afrique sans, toutefois, dépasser leurs objectifs actuels pour l'AOD totale, cela supposerait de la part des donateurs qu'ils réaffectent une partie des ressources destinées à d'autres régions du monde, attendu que l'écart dans la livraison de l'aide en Afrique est supérieur à l'écart à l'échelle mondiale.
Les prévisions faites dans le rapport pour 2011 ne sont guère plus encourageantes. L'augmentation projetée de l'aide pour le continent africain à l'horizon 2011 se limiterait à 7% en termes réels par rapport au niveau programmé pour 2010, ce qui est encore très loin des objectifs de Gleneagles.

Read more

RÉUNION TUAC-OCDE: « ÉGALITÉ HOMME-FEMME, DÉVELOPPEMENT ET TRAVAIL DÉCENT: ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION COMMUN »

Le 27 avril 2009, dans le cadre du Programme Travailleurs/Employeurs de l'OCDE (PTE), la Commission syndicale consultative (TUAC) et l'OCDE ont organisé une réunion sur le thème « *Égalité homme-femme, développement et travail décent: Elaboration d'un agenda commun* ». La rencontre avait pour objectif de permettre une réflexion sur les modalités du
soutien à apporter à l'emploi et au renforcement des capacités des femmes dans le contexte d'un marché de l'emploi mondial où l'emploi est de plus en plus féminisé, informel et précaire.

L'événement a réuni des spécialistes de l'environnement et de l'égalité hommes-femmes de l'OCDE et de gouvernements nationaux, des membres de la TUAC-OCDE, ainsi que des représentants de la CSI et de plusieurs fédérations syndicales internationales.

Les présentations initiales se sont concentrées sur le travail politique entrepris par l'OCDE dans le domaine de l'emploi en tant que réponse essentielle à la pauvreté et à l'économie informelle, et ont été suivies de présentations concernant la réalité des conditions de

travail des femmes en Thaïlande et au Ghana et les limites de l'Agenda du travail décent. Il s'ensuivit un examen des initiatives visant à remédier aux déficits au plan du travail décent avec, notamment, des exposés concernant le Programme Travailler Mieux (OIT) et les campagnes syndicales contre le travail précaire, présentés par la Fédération internationale des ouvriers du métal (FIOM) et l'Initiative pour un commerce éthique (Ethical Trading Initiative – ETI). La réunion a été bouclée par un panel de discussion auquel ont participé des représentants de l'OCDE, des donateurs et des syndicats.

POSITION DE L'UNION EUROPEENNE "Aider les pays en développement à surmonter la crise"

La Commission a adopté une communication sur la crise et le développement avec en annexe une série de documents de travail sur les ODM, le suivi d'Accra sur l'efficacité de l'aide, de Doha sur le financement pour le développement, commerce, etc.
Cliquer ici pour les documents en français.

RAPPORT SPÉCIAL DES AUDITEURS DE LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE CRITIQUE DE "LA GESTION, PAR LA COMMISSION, DE LA PARTICIPATION DES ACTEURS NON ÉTATIQUES (ANE) À LA COOPÉRATION COMMUNAUTAIRE AU DÉVELOPPEMENT"

L'importance des acteurs non étatiques dans le secteur de la coopération au développement ne cesse de croître. Le terme acteurs non étatiques (ANE) couvre tous les secteurs de la société civile qui n'appartiennent ni au secteur privé ni aux services de l'État. Dans le domaine de la coopération au développement, les acteurs non étatiques incluent des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations opérant au niveau des collectivités, des associations d'agriculteurs, des associations commerciales ou professionnelles, des groupes de défense de l'environnement, des universités, des syndicats, des chambres de commerce, des fondations, ainsi que des églises ou des communautés religieuses. Le terme acteurs non étatiques est souvent utilisé comme synonyme d'organisations de la société civile et c'est dans ce sens qu'il est utilisé dans le rapport. Le rapport établit une analyse critique de la gestion de la Commission en ce qui concerne la gestion de la coopération avec la société civile et demande une meilleur qualité dans les consultations ainsi que des instruments mieux adaptés pour la gestion des projets de la société civile.
Lire la note de presse
Lire le rapport entier

3. Divers du réseau

Le Réseau a sa propre page sur le site Internet de la CSI. Rendez-vous sur le site de temps en temps pour prendre connaissance des dernières prises de position des syndicats, actions de solidarité et nouvelles des activités. Nous comptons également sur vous pour envoyer des informations à publier dans nos prochains numéros au responsable de la communication du Réseau : luc.vermeersch@ituc-csi.org.
(Date limite pour le prochain numéro 15 juin)

LANCEMENT DU SITE INTERNET « GLOBAL SOLIDARITY » DE L'ICTU

Dans le cadre de son programme Global Solidarity, le Congrès des syndicats d'Irlande (ICTU) a procédé au lancement du site Web « Global Solidarity. » L'organisation entend, de cette façon, renforcer l'action de solidarité internationale menée par le Congrès et ses syndicats affiliés, en jouant un rôle important dans la dissémination d'informations et la sensibilisation aux problèmes de l'exploitation, des inégalités et du changement climatique. La solidarité syndicale internationale revêt d'autant plus d'importance à l'heure actuelle, dans la conjoncture de récession mondiale. Elle est la clef du changement progressiste en faveur de l'égalité et de la justice dans le monde. Le 7 avril 2009, l'ICTU a bouclé son premier cours dans le cadre d'un programme de formation intitulé Global Solidarity Champions. Douze syndicalistes ont reçu leur certificat de

« Champion de la solidarité internationale » des mains du secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale (CSI), Jaap Wienen, qui a été invité à prononcer l'allocution de clôture de la session. D'une manière générale, cet atelier d'une durée de 5 jours a été évalué de façon extrêmement positive. Les « Champions » ont déclaré qu'ils s'engageaient à faire avancer l'action de solidarité internationale au sein de leurs syndicats respectifs et qu'ils participeraient aux activités futures menées dans le cadre du programme de solidarité international de l'ICTU.
Prière de cliquer ici pour en savoir plus

LE TUC SOUTIENT LA CAMPAGNE POUR UN EMPLOI DÉCENT

Dans la fabrique de thé Lipton, à Khanewal, au Pakistan, dernière filiale de la multinationale Unilever dont les opérations sont directement contrôlées par la société, seuls 23 salariés sont des permanents. Les 700 autres travailleurs, dont un bon nombre comptent plus de 15 années d'ancienneté à leur actif, sont des « temporaires ». Ils touchent des salaires de misère, sans sécurité de l'emploi et sans prestations. Lorsqu'ils ont tenté d'adhérer à un syndicat, ils ont été menacés de lock-out et de réductions des heures de travail. Au lieu d'emplois décents, c'est à des emplois jetables que ces travailleurs ont droit.
Ce n'est pas d'un cas isolé qu'il s'agit mais bien d'une stratégie globale défaillante. Depuis le lancement de sa stratégie « path to growth » en 2000, Unilever a réduit de moitié sa main-d'œuvre directe à l'échelle mondiale, estimée à 300.000 salariés, générant par-là des excédents juteux destinés à « améliorer les résultats des actionnaires », alors que les avantages pour ses effectifs à niveau mondial sont pratiquement imperceptibles.
Read more
Read the speech of Frances O'Grady, TUC Deputy General, on decent work

Vous souhaitez en savoir plus sur la contribution du TUC aux programmes de développement de long terme, sur l'aide humanitaire importante qu'il fournit dans les situations d'urgence et sur le rôle qu'il joue envers la croissance des syndicats indépendants à travers l'éducation et la formation ?
Prière de cliquer sur TUC Aid: Solidarity in Action.

CAMPAGNE POUR LE TRAVAIL DÉCENT

Durant le mois de mai 2009, des actions hors et en entreprises seront menées à l'initiative des syndicats FGTB, CSC,et CGSLB, des ONG Solidarité mondiale et Solidarité socialiste, en collaboration avec les plateformes belges d'ONG, CNCD et 11.11.11.

Le but de ces actions est que les travailleurs s'associent pour le travail décent. Mais également que les employeurs respectent les droits du travail et plus particulièrement la liberté d'association non seulement dans leurs propres entreprises, mais aussi chez leurs fournisseurs, leurs sous-traitants et leurs filiales dans le monde…car les travailleurs ont droit à un revenu décent qui leur permettent de mener une vie décente. Et un travail ne peut être dit décent sans la liberté d'association.
Read more

4. Appels à projets

FINANCEMENT DE PROJECTS UE

Appels à propositions ouvertes:

Promoting social cohesion, employment and decent work, improving labour market information systems (deadline: 4 June 2009)

Education, knowledge and skills : Towards demand-driven Technical and Vocational Education and Training (TVET) systems (deadline: 10 June 2009)

Please also consult the page concerning the country-based calls for proposals.

5. Agenda 2009

Avril/Juin — **Séminaire**
Pour les nouveaux États membres de l'UE

Juin/Septembre — **Séminaire**
Séminaires de renforcement des capacités dans le Sud, en coopération avec la CSI Afrique, le TUCA et la CSI Asie - Pacifique

STOCKHOLM
13-14 Octobre 2009

Le Développement = Justice Sociale
Les syndicats pour le Travail Décent

se2009.eu

Stockholm 22-24 octobre

JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT
eudevdays.eu

Novembre/ Décembre — **Séminaire**
Séminaire de mise à jour pour les responsables Coopération au développement des partenaires

Novembre/ Décembre — **Séminaire**
Séminaires de renforcement des capacités dans le Sud, en coopération avec la CSI Afrique, le TUCA et l'A-P

Pour un calendrier plus détaillé de 2009-2010-2011, veuillez cliquer ici

ITUC CSI IGB Development Cooperation Network

L'équipe RSCD:
Jaap Wienen (Secrétaire général adjoint de la CSI), Jan Dereymaeker (Chargé du réseau), Mamadou Diallo (Chargé de programme), Paola Simonetti (Chargée du projet politique et du plaidoyer), Luc Vermeersch (Chargé de l'information) et Peggy De Clercq (Assistante).